

LA CHUTE D'HOSNI MOUBARAK

LE 13 FÉVRIER 2011 PAUL AMAR

La fin du règne de Moubarak est en partie liée aux rapports complexes entre l'armée et la police égyptiennes. Paul Amar nous livre une cartographie passionnante des mécanismes de cette révolution et de ses multiples acteurs.

Traduction et adaptation d'un article de Paul Amar paru le 1er février sur Jadaliyya.com
Paul Amar est professeur en relations internationales à l'Université de Californie, Santa-Barbara.

Le Président Hosni Moubarak a perdu son pouvoir politique le vendredi 28 janvier. Cette nuit-là les soldats égyptiens ont laissé brûler le quartier général de son Parti National Démocratique et ont commandé aux brigades de police qui attaquaient les manifestants de réintégrer leurs casernes. Quand les appels à la prière du soir furent lancés et que personne ne comptait respecter le couvre-feu, il était clair que le vieux président était réduit à une autorité fantôme.

La « Million Man March » du 1er février marque l'émergence spectaculaire d'une société politique d'un genre nouveau en Egypte : unissant des éléments reconfigurés de la sûreté de l'Etat avec des hommes d'affaires, des leaders internationaux, des mouvements populaires relativement nouveaux de jeunes, de travailleurs, de femmes et des groupes religieux.

Pour savoir où va l'Egypte, et la forme que pourrait y prendre la démocratie, nous avons besoin de remettre les mobilisations populaires dans leurs contextes militaires, économiques et sociaux. Quelles sont les autres forces derrière ce revirement? Et comment le gouvernement militaire de transition va-t-il coexister avec le mouvement de protestation fort de plusieurs millions de personnes ?



De nombreux commentateurs internationaux et quelques analystes politiques arrivent difficilement à comprendre la complexité des forces qui conduisent et répondent aux événements de la plus haute importance auxquels nous assistons. La confusion provient du fait qu'ils observent ceux-ci avec d'un point de vue manichéen. Ce genre de perspective obscurcit plus qu'elle n'éclaire.

Il y a trois modèles binaires prédominants ici, et chacun est porteur de sa propre valeur :

1. **Le Peuple contre la Dictature** : cette vision conduit à la naïveté libérale et à la confusion sur le rôle joué par les militaires et l'élite dans le soulèvement.
2. **Les Séculaires contre les Islamistes** : ce modèle mène à la stabilité appelée depuis les années 80 et à l'islamophobie.
3. **La Vieille Garde contre la Jeunesse Frustrée** : cette perspective est teintée d'une

romance soixante-huitarde qui ne peut pas expliquer les dynamiques structurelles et institutionnelles conduisant au soulèvement, ni prendre en compte les rôles clés joués par beaucoup de septuagénaires de l'époque Nasser.

Pour commencer à cartographier une vision plus globale, il serait utile d'identifier les pièces en mouvement sur l'échiquier militaire et policier de la sûreté de l'Etat et de voir comment les affrontements au sein de et entre ces institutions coercitives sont liés à l'évolution des hiérarchies et aux formations de capitaux. Je vais aussi observer ces facteurs à la lumière de l'importance de nouveaux mouvements sociaux non-religieux et de l'identité internationale ou humanitaire de certaines figures qui émergent au centre de la nouvelle coalition d'opposition.

“

Les commentateurs occidentaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, tendent à considérer toutes les forces de coercition des Etats non-démocratiques comme les marteaux de la dictature ou comme les expressions de la volonté d'un chef autoritaire. Mais chaque police, armée et appareil sécuritaire a sa propre histoire, sa culture, son appartenance de classe et, souvent, sa propre source de revenus et de soutiens.

”

Décrire tout cela en détail prendrait plusieurs ouvrages, mais tentons brièvement d'en faire le tour ici.

Les forces de police *al-shurta*

En Egypte, elles sont dirigées par le Ministre de l'Intérieur qui était très proche de Moubarak et qui en est devenu politiquement dépendant. Mais les postes de police ont gagné en autonomie au cours des dernières décennies. Parfois, cette autonomie s'exprime dans l'adoption d'une idéologie militante ou d'une mission morale ; certaines brigades des moeurs ont pris le trafic de drogue à leur compte, d'autres rackettent les petits commerces en échange de leur protection mafieuse.

Dans une perspective *bottom-up*, la dépendance politique de la police n'est pas grande. La police s'est développée pour devenir une espèce d'entreprise cherchant son propre intérêt. Dans les années 80, elle a du faire face à la croissance de gangs, appelés *baltagiya* en arabe égyptien. Ces organisations affirmaient leur pouvoir sur de nombreuses extensions et bidonvilles du Caire. Les étrangers et la bourgeoisie égyptienne les considèrent comme des islamistes mais ils sont pour la plupart tout à fait dénués d'appartenance idéologique.



Au début des années 90, le Ministère de l'Intérieur, voyant qu'il ne pouvait pas les

combattre, a décidé de les acheter. Ainsi, le Ministère de l'Intérieur et les Services Centraux de Sécurité ont commencé à sous-traiter la coercition aux *baltagiya*, les payant bien et les entraînant à utiliser une brutalité sexualisée (des attouchements au viol) pour punir ou décourager les manifestantes ou les détenus masculins. C'est aussi à ce moment que le Ministère de l'Intérieur a transformé le Bureau d'Enquêtes de la Sécurité d'Etat (*State Security Investigations, mabahith amn al-dawla*) en une menace monstrueuse, arrêtant et torturant de nombreux dissidents politiques.

Les Services Centraux de Sécurité *Amn al-Markazi*

Ils ne dépendent pas du Ministère de l'Intérieur. Ce sont les hommes casqués à l'uniforme noir que les médias appellent « la police ». Les Services Centraux de Sécurité étaient censés agir comme l'armée privée de Mubarak. Ils n'ont rien à voir avec les gardes révolutionnaires ou les brigades morales comme les *basiji* qui ont joué un rôle dans la répression du **Mouvement Vert en Iran**. Les *Amn al-Markazi* sont sous-payés et n'ont pas d'appartenance idéologique.

En outre, à plusieurs reprises, ces brigades de la Sécurité Centrale se sont soulevés en masse contre Mubarak lui-même, pour demander une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. La vue de ces *Amn al-Markazi* désarmés et embrassés par les manifestants est devenue l'une des icônes de la révolution égyptienne. La disparition de l'autorité de Mubarak pourrait remonter au moment exact où les manifestants déposèrent des baisers sur les joues des officiers *Markazi* avant que ceux-ci n'entrent dans les nuages de gaz lacrymogène pour ne plus revenir.



Des Forces Armées divisées

Les Forces Armées de la République Arabe d'Egypte n'ont pas grand chose à voir avec les *Markazi* ou la police. On pourrait dire que l'Egypte est toujours une « dictature militaire » (si l'on veut utiliser le terme) puisque le régime est toujours celui qui fut installé par **la Révolution des Officiers Libres** dans les années 50. Mais l'armée a été marginalisée depuis la signature, par le président égyptien **Anouar Sadate**, des **accords de Camp David** avec Israël et les Etats-Unis.

Depuis 1977, l'armée n'est pas autorisée à combattre. Au lieu de ça, les généraux ont reçu énormément d'argent de la part des Etats-Unis. On leur a accordé des concessions sur des centres commerciaux égyptiens, on leur a permis de développer des *gated communities* dans le désert et des stations balnéaires à la côte. Et on les a encouragé à se réunir dans des clubs sociaux bon marché.

Tout cela a fait d'eux les hommes d'affaires d'un groupe d'intérêt incroyablement organisé. Ils sont attirés par l'investissement étranger mais leur loyauté est économiquement et symboliquement liée au territoire national. Comme nous pouvons le constater en examinant d'autres cas de la région (Pakistan, Irak, le Golfe), l'argent américain n'achète pas la loyauté envers l'Amérique, il n'achète que le ressentiment.

“

Ces dernières années, l'armée égyptienne est parcourue par un sentiment croissant de devoir national et a développé une honte amère par rapport à ce qu'elle considère comme sa « castration » : le sentiment qu'elle n'était pas là pour le peuple. Les Forces Armées veulent restaurer leur honneur et sont dégoûtées par la corruption de la police et la brutalité des baltagiya.

”

Et il semblerait que les forces armées, en tant que « capitalistes nationalistes », se considèrent comme les ennemis jurés des « capitalistes complices » associés au fils d'Hosni Mubarak, **Gamal**, qui ont privatisé tout ce qu'ils ont pu et ont vendu le pays à la Chine, aux Etats-Unis et au Golfe Persique.



C'est donc pour cela qu'on a pu assister, dans les premiers jours de cette révolution, le vendredi 28 janvier, à un « coup » de l'armée contre la police et la Sécurité Centrale, et à la disparition de Gamal Mubarak et de Habib el-Adly, le Ministre de l'Intérieur honni. Pourtant, l'armée est aussi divisée par des contradictions internes. Au sein des Forces Armées, il y a deux branches d'élite : la Garde Présidentielle et l'Armée de l'Air. Ces deux branches sont restées proches de Mubarak alors que le gros de l'armée s'est tourné contre lui.

Ceci explique pourquoi vous pouviez voir le Général en Chef des Forces Armées, **Muhammad Tantawi**, se rendre sur Tahrir pour montrer son soutien aux manifestants alors que simultanément le chef des Forces Armées était nommé Premier Ministre et envoyait des avions de chasse aux mêmes manifestants. Ceci explique aussi pourquoi la Garde Présidentielle a protégé l'immeuble de la Radio/Télévision et a combattu les manifestants le 28 janvier au lieu de prendre leur défense.

Les Services de Renseignement

Le Vice Président, **Omar Suleiman**, nommé le 29 janvier, était auparavant le chef des Services de Renseignement (*al-mukhabarat*), qui font aussi partie de l'armée (et pas de la police).

Le renseignement est chargé des opérations secrètes dirigées vers l'extérieur, des détentions et des interrogatoires (et donc aussi de la torture et des « transferts » de non-Egyptiens). Les Services de Renseignement sont en mesure de faire pencher la balance de manière décisive lors des élections.

Comme je le comprends, les Services du Renseignement détestent Gamal Mubarak et la faction des « capitalistes complices », mais ils sont obsédés par la stabilité et entretiennent une longue relation intime avec la CIA et l'armée américaine. La montée de l'armée, et, en son sein, des Services de Renseignement, explique pourquoi tous ceux qui trempaient dans

les affaires de Gamal Moubarak ont été purgé du cabinet le vendredi 28 janvier et pourquoi Suleiman a été fait Vice-Président par intérim (et agit en fait comme Président en fonction).

Cette révolution ou ce changement de régime pourrait être complet quand les tendances anti-Moubarak au sein de l'armée auront consolidé leur position et rassurer les Services de Renseignement et l'Armée de l'Air qu'ils peuvent s'ouvrir en toute confiance aux nouveaux mouvements populaires et à ceux coalisés autour du leader d'opposition **El Baradei**.

Ceci constitue la version optimiste de ce qu'on peut entendre lorsque Obama et Clinton parlent d'une « transition ordonnée ».



Business, nationalisme et naissance de la contestation

Le lundi 31 janvier, nous avons vu **Naguib Sawiris**, peut-être l'homme d'affaires égyptien le plus riche et le leader symbolique de la faction des « capitalistes nationalistes », se joindre aux manifestants et demander le départ de Moubarak. Au cours de la dernière décennie, Sawiris et ses alliés étaient menacés par le néolibéralisme extrême de Moubarak-et-fils et par leur préférence pour les investisseurs étrangers.



Parce que leurs investissements sont mêlés à ceux de l'armée, les intérêts de ces hommes d'affaires égyptiens sont liés au pays, à ses ressources, et à ses projets de développement. Ils sont exaspérés par la corruption du cercle intime de Moubarak.



En parallèle avec le retour d'un nationalisme organisé associé à l'armée et dirigé contre la police (un processus qui avait cours également durant la bataille contre le colonialisme anglais dans les années 30-50), il y a le retour de mouvements de travailleurs très organisés et puissants, principalement parmi les jeunes.

2009 et 2010 ont été marqués par de grandes grèves nationales, des sit-ins gigantesques et des manifestations de travailleurs sur les lieux-mêmes qui ont donné naissance au soulèvement de 2011. Et les zones rurales se sont soulevées contre les efforts gouvernementaux pour exproprier les petits fermiers de leur terre, s'opposant aux tentatives gouvernementales de re-créeer les vastes fiefs qui définissaient la campagne pendant les périodes coloniales ottomane et britannique.

En 2008, nous avons vu émerger **le Mouvement du 6 Avril**, fort d'une centaine de milliers de personnes et conduisant à une grève générale nationale. Et en 2008 et décembre 2010 nous avons vu la création du premier syndicat indépendant du secteur public. Puis le 30 janvier 2011 des groupes de syndicats issus de la plupart des villes industrielles se sont regroupés pour former une Fédération Indépendante des Syndicats.



Ces mouvements sont organisés par de nouveaux partis politiques de gauche qui n'ont aucune relation avec les Frères Musulmans, et qui n'ont aucune connexion avec les générations passées du Nasserisme. Ils ne se positionnent pas contre l'Islam, évidemment, et ne se prononcent pas sur la division entre le séculaire et le religieux.



Leur intérêt est de protéger les fabriques nationales et les petits propriétaires terriens, ils demandent l'investissement des deniers publics dans des projets de développement économique nationaux, et cela concorde avec les intérêts de la nouvelle alliance capitaliste nationaliste.

Des mouvements sociaux coordonnés avec le Net

Nous voyons donc que derrière les ONG et les vagues de protestations conduites à partir de Facebook, il y a d'importantes forces structurelles et économiques et un réalignement institutionnel en cours. La population égyptienne se chiffre officiellement à 81 millions de personnes, mais en réalité elle va bien au-delà des 100 millions parce que certaines familles n'enregistrent pas tous leurs enfants pour leur épargner le service dans l'*Amn Al-Markazi* ou l'armée. À mesure que la jeune population s'organise, ces mouvements sociaux et coordonnés depuis l'Internet deviennent très importants.

On peut les regrouper en trois tendances :

1. Un groupe de nouveaux mouvements s'organise avec et autour des normes internationales, et pourrait donc tendre vers des perspectives et des discours séculaires et de mondialisation.

2. Un deuxième groupe s'organise à travers la culture légale très active et indépendante des institutions judiciaires égyptiennes. Cette culture légale forte n'est certainement pas une importation des « Droits de l'Homme occidentaux ». Des avocats, des juges et des millions de plaideurs – hommes et femmes, travailleurs, fermiers et élites – ont gardé le système judiciaire en vie et ont sans cesse résisté à l'autoritarisme et à la perte de leurs droits.

3. Un troisième groupe se trouve à l'intersection entre des ONG internationales, des groupes de défense des droits et de nouveaux mouvements de féministes, de ruraux, de travailleurs et de gauche. Ce dernier groupe critique l'universalisme des discours séculaires des Nations Unies et des ONG et s'appuie sur la force de l'activisme légal et travailleur égyptien. Mais il développe aussi ses propres solutions et innovations – bon nombre d'entre elles ont été montrées dans les rues ces derniers jours.



L'Égypte sur la scène internationale

Un dernier élément qu'il reste à examiner est le rôle critique et souvent négligé joué par l'Égypte au sein des Nations Unies et d'organisations humanitaires, et comment cette histoire revient pour animer la politique domestique et offrir une certaine légitimité et un certain leadership à **Muhammad ElBaradei**. L'ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique semble avoir été choisi par le Front Démocratique Uni pour servir de président par intérim et pour diriger le pays pendant la période de transition et la rédaction d'une nouvelle constitution.

Au début des années 2000, ElBaradei a courageusement dirigé l'AIEA en affirmant qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak et que l'Iran ne développait pas l'arme nucléaire. Il a reçu le Prix Nobel pour avoir fait prévaloir la loi internationale sur l'agression et la guerre et pour avoir endigué la préparation d'une guerre contre l'Iran.

Ce n'est ni un radical ni un Gandhi égyptien, mais il n'est pas non plus une marionnette ou un fantoche américain. A ses côtés se tenait aussi l'acteur égyptien Khaled Abou Naga, ambassadeur auprès de l'UNICEF. Cela semble être davantage une révolution humanitaire qu'un soulèvement mené par les Frères Musulmans. C'est un changement de régime digne du 21^e siècle – profondément local et simultanément international.



Il est important de se rappeler que la toute première force d'intervention humanitaire et armée des Nations Unies a été créée par

les efforts conjoints de Gamal Abdel Nasser et du Président américain Eisenhower (deux soldats, bien sûr) en 1960 pour maintenir la paix à Gaza et pour empêcher les anciens pouvoirs colonialistes et Israël d'envahir l'Égypte pour reprendre le Canal de Suez.



Puis, dans les années 90, **Boutros Boutros-Ghali** fut le Secrétaire Général des Nations Unis. Aida Seif Ad-Dawla, quant à elle, est candidate au poste de Rapporteur des Nations Unis sur la torture. Les Égyptiens soutiennent depuis longtemps les lois internationales, les normes humanitaires et les droits humains. L'internationalisme égyptien insiste sur l'application des principes des Droits de l'Homme et des lois humanitaires en temps de guerre même contre les pressions des super-puissances.

Dans ce contexte, l'émergence d'ElBaradei comme leader est tout à fait compréhensible. Pourtant, la dimension internationaliste du soulèvement « local » égyptien est profondément ignorée par la plupart des commentateurs bien-pensants pour qui « international » signifie « l'Occident » et pour qui les manifestants égyptiens sont dirigés par une politique des tripes plutôt que par des principes.

MOUBARAK A PERDU LE POUVOIR BIEN AVANT LE 11 FÉVRIER.

Le nouveau cabinet est composé de chefs du Renseignement, de l'Armée de l'Air et de l'autorité pénitentiaire, ainsi que d'un dirigeant de l'Organisation Internationale du Travail. Ce groupe représente le cœur d'une « coalition pour la stabilité » qui va travailler pour réunir les intérêts d'une nouvelle armée et de la main d'œuvre et du capital national tout en rassurant les États-Unis.

Oui, c'est un remaniement de cabinet, mais un remaniement qui reflète un important changement de direction politique. Mais rien de tout cela ne comptera comme transition démocratique tant qu'une vaste coalition de mouvements sociaux locaux et internationalistes égyptiens ne brisera pas ce cercle et n'imposera pas les termes et le programme d'une transition.

Je serais prêt à parier que les chefs du nouveau cabinet ne résisteront pas à la volonté des soulèvements populaires forts de cent millions d'Égyptiens.

A lire en complément :

> **Moubarak est parti. Et après ?**

> **Tous les articles d'Owni sur l'Égypte**

-

Traduction : Damien Spleeters

Titre original : Why Moubarak is out

-

Crédits photo, via Flickr : Par Guebara Graphics, [cc-by-nc-sa] : **Affiche de Mubarak** ; Par Hossam El-Hamalawy, [cc-by-nc-sa] : **Camping place Tahrir, Siège du NDP, Tank sur Tahrir Sq. , Pancarte, Service Centraux de Sécurité, les travailleurs, Lazoughli Sq. ,** ; Par United Nations Photo, [cc-by-nc-sa] **Mohammed ElBaradei** ,

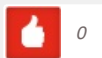
GAËL

le 13 février 2011 - 13:47 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pas mieux...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ALIETTE G.CERTHOUX

le 14 février 2011 - 0:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



C'est vraiment une formidable recension, hyper claire, des forces en présence et de leurs intrications dans l'économie égyptienne, qui permet de comprendre nos lectures des fils directs, des tweets, et les images vus sur le web. Il manque juste davantage de précisions sur la composition des forces de la jeunesse.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

Les tweets qui mentionnent La chute d'Hosni Moubarak » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 13 février 2011 - 10:45

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Zaccari, Damien Spleeters, mathieu, JEBRI wadhah, Owni et des autres. Owni a dit: [#owni] La chute d'Hosni Moubarak <http://goo.gl/fb/Msnga> [...]

Moubarak est parti. Et après ? | Damien Spleeters, Harraga.info le 15 février 2011 - 22:23

[...] Président Omar Souleiman, l'homme proche d'Israël et des USA qui était, comme le rappelle Paul Amar, le chef des mukhabarat, les Services de Renseignements, chargé de superviser les détentions, [...]

La Chute d'Hosni Moubarak | Damien Spleeters, Harraga.info le 20 février 2011 - 11:27

[...] Article initialement publié par OWNI.fr le 13 février 2011 [...]

La Chute d'Hosni Moubarak | Tahrir, quelques jours au coeur de la révolution égyptienne le 13 avril 2011 - 18:24

[...] Article initialement publié par OWNI.fr le 13 février 2011 [...]